

MÉMOIRES

Revue de l'Institut d'Histoire Sociale
Cgt d'Île-de-France

La CGT et les élections municipales Les dégâts sociaux des dérapages à droite



PAGES 3 À 7



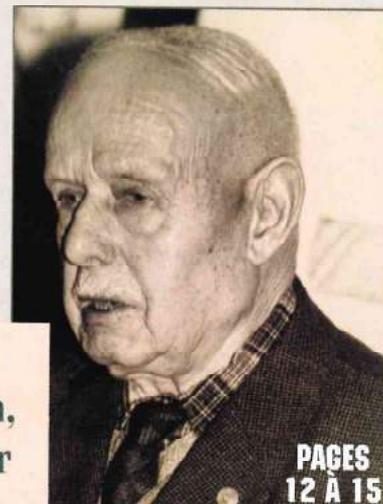
PAGES 8 À 11

Quand la gauche parlait yiddisch...

Les aventures des archives syndicales



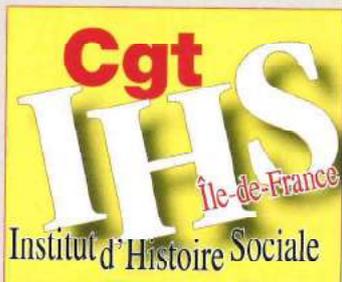
PAGES 16 À 19



Auguste
Lemasson,
terrassier
militant

PAGES
12 À 15

Les rues Georges Claude et les éboueurs du nazisme



la cgt AIR LIQUIDE **LES COLLABORATEURS**



Georges Claude
Fondateur
AIR LIQUIDE



Définitions :

- « Personne qui travaille avec quelqu'un à une œuvre commune ».
- « Français partisan de la collaboration avec les Allemands pendant l'Occupation ».

PAGES 20 À 23

La Cgt et les élections municipales

Les dégâts sociaux des dérapages à droite

Se demander si le syndicalisme est concerné par la vie politique est interroger une évidence. L'histoire sociale a confirmé la droite municipale comme l'ennemie majeure des Bourses du Travail. Le syndicat doit-il alors s'impliquer dans des campagnes dont les résultats mettent en jeu son existence ? Ou bien faut-il respecter la frontière entre syndicalisme et politique dessinée par la loi Waldeck-Rousseau de 1884 ? « Mémoires Vives » a étudié quelques cas des aventures municipales tourmentées de la CGT française depuis 1983.

« L'entreprise, c'est le lieu prioritaire où le syndicat doit s'implanter, s'organiser et déployer son action, mais prioritaire ne signifie pas exclusif. La commune est l'endroit où les travailleuses et travailleurs vivent. La politique qui y est menée a des conséquences essentielles sur leurs conditions de vie et

celles de leurs familles, sur la présence ou pas des services publics qui leur sont indispensables... »



Le Mur des Fédérés au Père Lachaise, souvenir de la répression de la Commune de Paris par la droite versaillaise (BNF Gallica)

sables quotidiennement, sur l'urbanisation respectueuse, ou pas, de l'avenir de la planète, sur l'environnement des entreprises dans lesquelles elles et ils travaillent. Tout cela concerne le syndicat ». (1)

Le 19 avril 1871, la Commune de Paris réclamait « l'autonomie absolue de la Commune

La fin du 19^e siècle marque l'irruption du socialisme municipal et les premières villes communistes apparaissent en 1925. La région parisienne se donne entre deux guerres un « communisme municipal » renforcé à la Libération par l'esprit des Jours Heureux. Les lois « Defferre/Le Pors » de décentralisation en 1982-83 transforment la fonction publique et les agents communaux sous-payés en fonctionnaires territoriaux statutaires. La bourgeoisie veille. Dans l'opposition, elle se mobilise pour réduire les avancées sociales. Au pouvoir, elle agit pour tout reprendre en main. La mise en concurrence des territoires européens se traduit depuis une trentaine d'années par l'étranglement financier des communes. Regroupées à la hussarde en « Communautés d'Agglomération », bridées en compétences par les lois NOTRe et MAPTAM de 2014-2015, les mairies sont poussées au « lean management », renforcé par une campagne anti-fonctionnaires pour justifier l'embauche de salariés privés et précaires. (2)

Aulnay-sous-Bois, 1983

« La France a eu besoin d'un pouvoir fort et centralisé pour se faire. Elle a aujourd'hui besoin d'un pouvoir décentralisé pour ne pas se défaire », affirmait François Mitterrand le 15 juillet 1981 dans l'euphorie de la victoire. Le coup de semonce arrive aux municipales de 1983. La vague rouge municipale de 1977 a fait place à la rigueur de 1982. Aulnay-sous-Bois est un cas d'école. Ancien secrétaire de la section PCF, Bernard Labbé a connu jusqu'en 2007 une carrière d'élu.

« Je suis arrivé à Aulnay-Sous-Bois début 1982. Les relations entre l'UL CGT et le maire Pierre Thomas étaient bonnes. De nombreux employés communaux fréquentaient la Bourse du Travail et l'UI, aux côtés des militants de Citroën, l'Oréal, Guerbet, Rank Xerox etc... Pendant la période de l'occupation d'Idéal Standard, quelques années auparavant, l'aide de la municipalité n'a jamais fait défaut. 1983 a été l'année terrible à Aulnay. Pourquoi avons-nous perdu la ville ? Il n'y a pas qu'une seule réponse. Sans doute, faut-il examiner la gestion, le reflux dû au changement de politique du gouvernement auquel nous participions, la montée de la droite et de l'extrême droite. Jean-Marie Le Pen tenta de faire un meeting dans la salle Chanteloup, située dans l'ancienne usine d'Idéal Standard. Mais l'affrontement le plus dur fut celui avec la droite locale et les nervis de Citroën. Tout ce beau monde était dirigé par Robert Calméjane, Éric Raoult, Robert Pandreau et Charles Pasqua. (3)



Les grèves Citroën de 1983 à Aulnay (Doc Joël Biard)

gauche municipale, dominée par le PCF en région parisienne depuis la Libération, est avec

s'investir, organiser les luttes, je pense en particulier à René Vernizeau, ancien de chez Chaix, et à Christian Bonin, ce militant courageux de chez Citroën ». L'UL d'Aulnay a-t-elle analysé à chaud les causes de la victoire de la droite ? « Honnêtement, je ne m'en souviens pas », répond Bernard Labbé. « Je ne me rappelle plus si la CGT a pris officiellement position dans les campagnes municipales, par contre en tant que citoyens, des responsables de la CGT se sont souvent exprimés. Je trouve cela normal, républicain. En tant qu'organisme, non. Les adhérents de la C.G.T. sont de différentes opinions, et cette diversité doit être respectée. Cependant, il me paraît normal que les organismes de la CGT donnent leur appréciation sur les grandes questions qui touchent à l'intérêt des travailleurs et des familles, au racisme, etc ».

que le maire et ses conseillers appartiennent à telle ou telle tendance politique. Les positions sur les catégories sociales représentées, la place des descendants de l'immigration, l'âge des élus, leurs relations au syndicalisme, concernent les syndicalistes CGT dans leurs rapports avec la mairie, même de gauche... » (5)

Les élections d'après 1983 aggravent la perte d'Aulnay-sous-Bois, avec l'apparition d'une tendance dans les municipalités PCF : la difficulté de succession. À Aulnay, le discret Pierre Thomas n'avait pas le charisme du flamboyant député-maire résistant Robert Ballanger.

En 1992 à Corbeil-Essonnes, la santé de Roger Combrisson, autre figure de la Résistance, l'oblige à démissionner avant la fin de son sixième mandat. Le RPR Serge Dassault emporte la mairie en 1995 sans coup férir contre une remplaçante PCF trouvée à la hâte. L'avionneur n'entre pas en guerre ouverte contre la CGT, mais subventions et relations prennent un coup de froid. En 2001, à Colombes (92), c'est le match de trop pour Dominique Fre-

Le crépuscule des grands anciens

Cette position est traditionnelle sous la V^e République. Depuis les municipales de 1959, dans la presse cégétiste



Maurice Nilès à une pose de première pierre. Derrière lui, à droite sur la photo, Georges Valbon ; à gauche, Jean-Claude Gayssot (DR)

d'Île-de-France, dont le « Travailleur Parisien » de l'UD de la Seine (avant 1966) et les journaux des autres UD après redécoupage, on ne trouve pas de soutien ou de rejet précis pour une liste municipale de région parisienne. (6) Cette réserve pourrait se modifier en 2020 à Saint-Denis.

« Il ne nous est pas indifférent, pour l'avenir social de nos villes,

laut, 74 ans, qui laisse la ville au RPR.

La chute de Drancy est un coup de tonnerre dans le 93. Dirigée par le PCF depuis 1935, avec la figure du résistant Maurice Nilès de 1959 à 1997, elle est prise en 2001 par l'UDF Jean-Christophe Lagarde. PCF et CGT s'interrogent peu sur les leçons à tirer. Elles sont pourtant claires.

Ils ont fait payer très cher à Pierre Thomas son soutien et sa solidarité sans faille aux grévistes de Citroën pendant les grèves de la dignité en 1982. Les tracts de la droite ont été d'une grande violence, allant même dans l'un d'eux jusqu'à titrer : « La collusion de la faucille et du Coran ». Donc pris dans le mouvement de reflux général, la montée d'un certain racisme et un climat de peur, nous avons perdu la ville d'Aulnay. Ajouter à cela la présence au 1^{er} tour de mars 1983, d'une liste « extrême gauche » conduite par Gérard Ségura, membre de l'O.C.I., qui refusa d'appeler à voter au 2^e tour pour Pierre Thomas. Il fut largement récompensé, devenu conseiller général socialiste, il sera maire socialiste d'Aulnay de 2008 à 2014 ». (4)

Le nettoyage systémique

La montée des immigrés maghrébins dans les luttes de l'automobile a aussi des répercussions à Poissy (Yvelines), où la jeune municipalité communiste (1977) est battue après les grèves de 1982 à Simca Chrysler/ Talbot. De manière générale, les années 80 marquent la montée du Front National et l'utilisation par le RPR et l'UDF de l'épouvantail de l'immigration, particulièrement en Seine-Daint-Denis. La

la CGT la cible majeure de la bourgeoisie. Des sections du PS aidées par des tracts CFDT se joignent parfois à la meute libérale dès 1980, comme dans l'affaire du « bulldozer de Vitry », dans le Val-de-Marne, souvent dans l'espoir de remplacer un maire communiste fragilisé. L'UL de Saint-Denis a depuis longtemps conscience du danger « Nous savons ce qu'il est advenu des Bourses du Travail dans les villes du 93 qui ont été perdues par la gauche : Blanc-Mesnil, Drancy, Saint-Ouen, Bobigny... Comme Le Raincy, Villemomble ou le Bourget, elles sont devenues intolérantes et agressives vis-à-vis des organisations syndicales, du Secours Populaire, des ligues des Droits de l'Homme et de toutes les associations humanitaires.. L'émigré est aussi le coupable idéal de tous les maux sociaux... ». (5)

À Aulnay-sous-Bois, dès l'arrivée à la mairie du RPR Jean-Claude Abrioux, l'offensive est lancée. « Il a diminué les subventions aux syndicats, et essayé de reprendre les locaux de la Bourse du Travail. Il y a eu des luttes avec les élus communistes et les syndicats pour la maintenir, nous y sommes parvenus. Les militants CGT, surtout ceux de Citroën et les communaux, ont fait face, ils ont continué à faire vivre l'UL. Pendant toutes ces années, j'ai vu des militants

Manifestation à Corbeil-Essonnes contre Serge Dassault (Doc Voix Syndicale de l'Essonne).



Les cafouillages de Drancy

Maurice Nilès a gardé de justesse son écharpe sur une triangulaire en 1995 dans une ville en pleine mutation sociale, comme le département. Le prix des logements flambe à l'inverse de l'emploi, qui se tertiarise et met hors jeu les non diplômés. L'administration locale semble peu sensible aux changements sociologiques et à la crise des chômeurs, souvent immigrés. La succession du maire, malade, est un cafouillage. En 1997, Jean-Claude Gaysot (PCF) le remplace quelques mois avant de devenir ministre de Lionel Jospin, laissant la place au débotté à Gilbert Conte, conseiller général PCF. « Jean-Claude Gaysot décide en 2001 de se présenter aux élections municipales à Bézières, alors qu'il s'était engagé auprès des Drancéens à revenir après son passage au gouvernement. Les Drancéens se sentent trahis. Lagarde remporte dès le premier tour des municipales du 11 mars 2001 avec 50,84 % des voix. Il est élu un an plus tard lors des élections législatives député de la circonscription Drancy-Bobigny ». (7)

Le centriste lance aussitôt la bagarre contre la CGT. Subventions rétrécies, répression des territoriaux indociles, calomnies et ragots anti-rouges, mais l'UL de Drancy tient tête et garde des positions encore solides. Les municipales de 2008 sont ternes pour la gauche en Île-de-France et celles de 2014 confirment l'analyse de « L'Humanité » après mars 2001.

« Les équipes communistes en place depuis des décennies ont-elles toujours bien mesuré les évolutions de la sociologie et des mentalités de leurs populations ? Surtout, a-t-on pris la mesure de l'écart qui se creusait entre des habitants aux prises avec d'énormes difficultés quotidiennes, avec leurs angoisses, et des élus absorbés par une gestion de plus en plus comptable du fait de la réduction

des marges de manoeuvre imposée aux communes ? (...) La " remontée " de l'information qui permettait de cerner



les besoins, de saisir réactions et humeurs, se fait difficilement. La communication, dans l'autre sens, est aussi mal assurée. Il manque entre les représentants et les représentés le maillon essentiel qui a fait la force du " communisme municipal ", autant que ses oeuvres : la militante, le militant ». (8)

Villejuif et la Bourse du Travail

Dans le Val-de-Marne, Villejuif est communiste de 1925 à 2014. Pierre-Yves Cosnier l'a dirigée de 1977 à 1999 avant son remplacement en cours de mandat par Claudine Cordillot. Elle réussit 2001, passe de justesse la quadrangulaire de 2008 et s'effondre en 2014 sous les coups d'une alliance qui va d'EELV à la droite extrême. Jacques Aubert, président de l'IHS 94, analyse la glissade. « Comme toujours, il y a de multiples raisons. La principale tient sans doute dans la modification sociologique de la banlieue Sud de Paris, du Val-de-Marne et de Villejuif en particulier. D'une ville essentiellement ouvrière, avec de nombreuses entreprises locales, Villejuif est devenu une ville d'employés, de professions intermédiaires, avec une forte présence des métiers de la santé

et où la désindustrialisation a généré un taux de chômage important. Là comme ailleurs, l'électorat du PCF a peu à peu fondu. Ajoutons à cela une municipalité qui n'a pas su anticiper ces changements et a été victime de l'usure du pouvoir. C'est la volonté d'en finir avec l'hégémonie du PC sur la ville qui a conduit les autres groupes d'opposition à réaliser cette alliance contre nature qui est à l'origine de la chute de la municipalité communiste ».

La CGT n'est pas intervenue dans les campagnes, sauf pour alerter sur les dangers d'une arrivée de la droite. « L'organisation syndicale était dans son rôle. Cette réserve statutaire a sans doute été confortée par le fait que si la municipalité restait proche de la CGT, il n'en demeurait pas moins que certains conflits de travail subsistaient entre les élus et le personnel de la Ville. Conséquences des élections de 2014, subventions, aides à certaines manifestations, prêt de cars, etc, tout ceci a été supprimé. Même les locaux du personnel communal ont été remis en cause. La municipalité a eu la mesquinerie de ne plus chauffer les bureaux que, légalement, elle se devait de laisser à la représentation syndicale. Et puis il y a eu la volonté d'expulser les syndicats de la Bourse du Travail pour permettre une opération immobilière. (...) Actuellement toutes les voies de recours ont été utilisées, pour éviter la disparition de la Bourse du Travail, mais il semble que la justice penche pour la position

du Maire. Seul un rapport de force favorable à la CGT, dans la ville et le département, freine encore l'expulsion. De fait, c'est le résultat des prochaines élections qui sera décisif sur l'avenir de cette Bourse du Travail. À Villejuif comme ailleurs, il y a fort à parier que la CGT saura reconnaître les siens et le faire savoir ». (9)

Le massacre du Blanc-Mesnil

Les municipales de 2014 offrent au Front National sa seule commune d'Île-de-France, Mantes-la-Ville (78), suite à une minable guerre de clans dans le PS local. Dans l'Essonne, la défaite des maires PG et PS de Viry-Chatillon et Juvisy-sur-Orge entraîne la chute de l'UL CGT. La Communauté d'Agglomération des deux villes et le syndical géré à vau-l'eau avaient simplement oublié de signer la convention de la Bourse du Travail. La droite récupère également les locaux d'une UL déjà déclinante.

Beaucoup plus grave est la chute du Blanc-Mesnil (93). Thierry Meignen, LR extrémiste, bat de 200 voix le 31 mars le maire PCF Didier Mignot, successeur en 2008 des trois mandats de Daniel Feurtet. La ville était communiste depuis 1935.

« La première décision du maire a été de supprimer la subvention de 80000 euros accordée à la Bourse, et de mettre fin à la

Votre actu en Val de Marne

94.Citoyens

C'est arrivé près de chez vous !

Accueil Société Politique Environnement Economie Loisirs Grand Paris Agenti

MUNICIPALES 2014 | VILLEJUIF

Le PCF de Villejuif plébiscite Claudine Cordillot pour les municipales de 2014

Le 2 juillet 2014 par © Dubois



La section locale du PCF de Villejuif a fait son choix pour 2014 : ce sera Claudine Cordillot, maire sortante. Alors que l'opposition commence à se mettre en ordre de bataille dans la ville, avec les investitures UDI de Jean-François Harel, UMP de Franck Le Bohellec, ainsi que

A lire aussi

Le PCF se prépare aux municipales de 2014 dans le Val de Marne

Ventes militantes de fruits et légumes

Dominique Adenot se représente en 2014

Investitures UMP dans le Val de Marne : les maires sortants plombent la parité

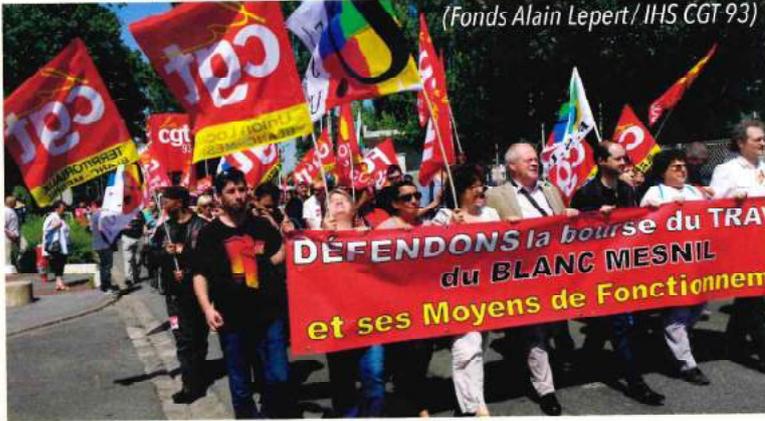
la probable candidature du dissident socialiste Philippe Vidal, le parti de la maire sortante entend se mobiliser dès à présent, conscient de l'abstention croissante des électeurs et de la montée du Front National qui a fait 12,65% des voix au premier tour des présidentielles de 2012 contre 8,30% en 2007.

En juillet 2013, l'annonce du premier acte de la coalition PS-EELV-droite qui bat Claudine Cordillot en 2014 (DR)

mise à disposition des locaux à partir du 1er janvier 2015. Les deux salariés qui s'occupaient de l'accueil, du secrétariat et de l'administration ont été licenciés sans pouvoir toucher leurs

pas là. En 2015, il s'en prend au CASC, considéré comme « outil CGT ». La coupure des subventions empêche de payer les participations aux vacances des salariés. Devant les protestations, il ferme le CASC et le remplace par la Caisse Nationale d'Action Sociale,

(Fonds Alain Lepert/ IHS CGT 93)



indemnités en juin, faute de moyens ». (10)

Pour Antoine Foti, secrétaire des communaux CGT et de l'UL, le changement est violent. « À l'époque de Didier Mignot, lorsque que des gens mécontents voulaient exposer un problème, on montait directement frapper à la porte du Maire et on était reçus immédiatement s'il était disponible. C'était aussi le cas pour les associations et les jeunes des cités. Aujourd'hui, c'est plus pareil, le deuxième étage de la mairie n'est plus accessible aux visiteurs ».

Le notable Thierry Meignan a mis des années à transformer le mécontentement diffus contre la gestion controversée de Daniel Feurtet en anti-communisme radical. « Il s'est appuyé en interne sur FO et la CFDT farouchement anti-PCF », explique Antoine Foti. « FO est devenu le syndicat du Maire ». Après avoir coupé les subventions, le nouveau maire crée une garde prétorienne sous forme de police municipale. Le 31 décembre 2014, c'est elle qui change les serrures de la Bourse.

La CGT proteste, manifeste dans les rues, envahit le Conseil municipal, contacte les médias, la députée PCF intervient. (11) Rien n'y fait, le maire passe en force avec l'aide de la justice, mais ne s'arrête

à la main des élus. « Sur les 300 000 euros de subvention du CASC, 200 000 sont partis à la CNAS et 100 000 restent à la disposition du Maire », précise Antoine Foti. « Leur obsession, c'est de liquider les rouges et toute contestation. Dans les services, ils instaurent un climat de peur, avec plus de 30 conseils de discipline. Le maire utilise sa police municipale pour faire pression sur les agents, porte plainte systématiquement contre les militants de la CGT. Il arrête les missions des services sur le droit des femmes, supprime les assistantes sociales et les subventions à toutes les associations qu'il soupçonne d'accointances avec la gauche ». (12)

La bande de Bobigny

Maire de Drancy depuis 2001, Jean-Christophe Lagarde confirme sa place de chef de droite en Seine-Daint-Denis. Il garde la mairie au premier tour de 2014 et installe sa femme dans son fauteuil en juin 2017 pour rester député, en lançant l'un des siens, Stéphane De Paoli, conducteur de travaux de 43 ans, à la conquête de Bobigny.

Celui-ci gagne en 2014 avec 54 % contre la communiste Catherine Peyge. Commentaire du « Monde » : « À la tête d'une

liste hétéroclite, où « seules quatre ou cinq personnes sont encartées » selon lui, il a réuni de nombreux représentants de la société civile, des associatifs, des parents d'élèves ainsi que des membres d'un petit parti communautaire, l'Union des musulmans démocrates de France, qui lui a permis de mobiliser fortement dans certaines cités ». (13) L'équipe Lagarde a utilisé le « système Dassault » de Corbeil-Essonnes : le recrutement de mercenaires électoraux rémunérés et appâtés par des promesses de jobs.

En 2006, la professeure Catherine Peyge a pris en catastrophe la succession de Bernard Birsinger, mort subitement à 52 ans, dont la personnalité avait redonné force au PCF local. Catherine Peyge passe au premier tour en 2008. Augusta Epanya était secrétaire du syndicat CGT des territoriaux et Hélène Estrella, présidente du CASC pendant la campagne de 2014. « Après 2008, nous avons ressenti un changement d'attitude avec la nouvelle équipe de Catherine Peyge. (...). Ce qui a eu pour conséquence un mécontente-

Aude Lagarde, maire de Drancy en 2017 : une affaire de famille (DR)



ment dans le personnel. Notre syndicat a fait remonter les revendications, mais cela n'a pas suffi. Quand l'équipe De Paoli est arrivée, cela a été un bouleversement violent. Toutes les missions de solidarité ont été attaquées, voire supprimées. Ils ont instauré très rapidement un climat de peur. En deux ans, 200 cadres sont partis ».

Porte ouverte aux voyous

Abdel Sadi, conseiller municipal PCF, étudie depuis des années la stratégie Lagarde-De Paoli. « Quand cette nouvelle majorité arrive au pouvoir en 2014, les élus sont tous redevables. On y retrouve les responsables d'associations largement financées par les réserves parlementaires de Lagarde. L'administration est bouleversée par un système qui renvoie l'ascenseur avec des embauches de contractuels sans compétences requises à des postes à responsabilité. Les voyous des quartiers ont porte ouverte et dictent leur loi. Une adjointe est prise à partie et menacée de mort lors d'un entretien musclé dans les bureaux du 1^{er} adjoint. (14) La nouvelle équipe s'en prend immédiatement à la CGT. La résistance va s'organiser chez les communaux et avec l'UL. Sans elles et sans eux, nous n'aurions pas pu regagner autant. Le Conseil Municipal est devenu grâce à eux un espace où la population vient maintenant porter ses doléances ».

Augusta Epanya et Hélène Estrella confirment. « Nous avons décidé de ne rien lâcher.

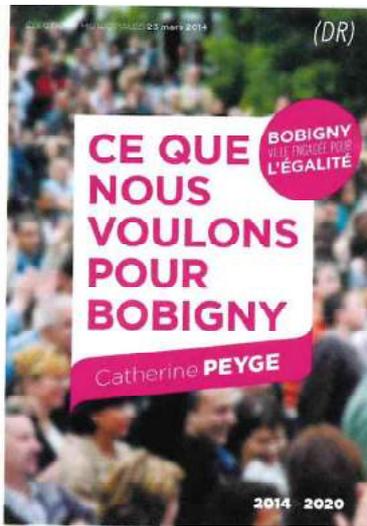
À chaque fois que nous constatons des irrégularités, nous les dénonçons et nous mettons la pression en mobilisant les salariés. La mobilisation a permis de gagner de nouveaux acquis comme une augmentation importante de la subvention du CASC, la titularisation des postes en catégorie C et l'amélioration des conditions de travail du personnel. Pour

casser la représentation CGT, ils ont créé un syndicat CFDT, avec des salariés faisant partie de leur bande. Les personnels n'ont pas été dupes. Aux élections du CASC de 2018, la CGT fait un score de 84%. Idem pour le Comité Technique Paritaire en décembre 2018 ». (15)

L'invasion réussie du Conseil

Sylvain Goldstein, secrétaire adjoint de l'UL et régisseur de la Bourse du Travail, a connu les promesses de Stéphane De Paoli - « Rien ne changera ! », les subventions non versées, un hiver sans électricité à la Bourse, mais sans interruption d'activité syndicale, la saisine de la justice. « Le Tribunal Administratif nous donne raison et impose au maire de verser l'intégralité de la subvention et de continuer la convention. Le maire refuse, nous faisons appel au préfet et au président du TA pour faire respecter les décisions.. Le préfet nous rencontre pour nous dire qu'il n'a pas de moyens légaux pour imposer au maire les décisions, mais qu'il interviendra pour le convaincre. Nous décidons une mobilisation, qui rassemble plusieurs centaines de personnes et nous envahissons le Conseil Municipal. Les CRS étaient présents autour de nous, mais ne sont jamais intervenus. Le maire dit qu'il ne cédera pas. Nous décidons d'occuper le Conseil Municipal. À un moment, je reconnais le Préfet accompagné de deux agents des RG. Les CRS ne bougent toujours pas. De Paoli décrète le huis-clos et demande l'intervention des forces de police. Le Préfet répond : « Vous n'aurez pas l'intervention des forces de police ».

Après une soirée à péripéties multiples, le Préfet convainc le maire d'ouvrir une négociation. « Nous négocions avec un fonctionnaire responsable une nouvelle convention qui préserve la Bourse, une subvention de fonctionnement. Elle est d'un moindre montant



que la précédente, néanmoins le principal est sauvé, et certains points sont supérieurs à l'ancienne convention. Manifestement, des directives fortes avaient été données par la Préfet pour aboutir à une solution acceptable. Bien sûr, chaque année, le maire traîne des pieds pour verser la subvention, nous le menaçons à chaque fois par mise en demeure ». (15) La stratégie de Sylvain Goldstein et la détermination de ses cama-



rades ont inversé le rapport de forces moral et politique à Bobigny. L'ambiance syndicale a fortement changé depuis la débâcle de 2014 et la population sondée paraît beaucoup moins satisfaite de ses élus, dont la Cour des Comptes a étrillé la gestion en 2018. La capacité de résistance de la CGT balbynienne peut-elle faire école chez les dirigeants des prochaines listes de la gauche francilienne ?

La rédaction de Mémoires Vives

NOTES

- (1) – Alain Gautheron, texte de novembre 2019.
- (2) – La FPT comptait en janvier 2018 19,09% de contractuels sur 1 970 000 agents (dont 31% en catégorie A).
- (3) – Robert Calmégane et Éric Raoult étaient des dirigeants RPR de Villemomble et du Raincy.
- (4) – Interview de Bernard Labbé par Gilbert Dubant le 25 novembre 2019 (e-mail).
- (5) – Contribution de Jean Bellanger, 12 décembre 2019 (e-mail).
- (6) – Recherches menées par Joël Biard aux Archives départementales de Bobigny en novembre 2019. Les fonds concernent toute l'Île-de-France.
- (7) – Entretien avec Abdel Sadi, élu municipal PCF à Bobigny, par Thierry Chevallier,

- (12) – Entretien avec Antoine Foti réalisé par Thierry Chevallier le 2 décembre 2019.
- (13) – « Le Monde », 31 mars 2014.
- (14) – Christian Bartholmé, 1^{er} maire-adjoint, et Kiannoush Moghadam, cadre administratif, sont condamnés par le tribunal de Bobigny pour « violences volontaires en réunion » à l'encontre de Sabrina Saïdi, ex-adjointe chargée de la petite enfance.
- (15) – Les entretiens à Bobigny ont été réalisés par Thierry Chevallier (novembre-décembre 2019).

- novembre 2019.
- (8) – « L'Humanité », 20 mars 2011, Bernard Frédérick.
- (9) – Interview de Jacques Aubert par Gilbert Dubant, novembre 2019 (e-mail).
- (10) – « L'Humanité », 19 décembre 2014, Aurélien Soucheyre..
- (11) – Marie-George Buffet interpelle le ministre du Travail le 30 avril 2014 sur l'exercice du droit syndical à Blanc-Mesnil. François Rebsamen l'assure le 26 mai suivant qu'il s'emploiera « à défendre cette liberté sur l'ensemble de notre territoire ». Il n'y a pas eu d'intervention ministérielle auprès du maire.